

LES TRANSPORTS

LA SOLLICITATION D'AIR CANADA ET DU CN POUR LA FONDATION D'UNE NOUVELLE BANQUE—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Transports. Sait-il que la Boyd, Stott and McDonald Limited, de Montréal, a l'intention de constituer une nouvelle banque qui s'appellera la Banque nationale de commerce du Canada, qu'une demande à ce sujet a été présentée à l'autre endroit et, plus précisément, qu'au nombre des actionnaires de la société Boyd à qui l'on a demandé d'acheter des actions pour la nouvelle banque figurent directement ou indirectement Air Canada et le CN?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je ne suis pas au courant des détails de cette affaire. Je vais prendre note de la question et j'y répondrai demain.

DEMANDE D'INTERDICTION À AIR CANADA ET AU CN DE TOUT INVESTISSEMENT DANS DE NOUVELLES ENTREPRISES

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Comme on semble sur le point de fonder une agence de voyage sans, probablement, l'approbation du gouvernement, le ministre peut-il indiquer s'il a ordonné à la direction de sociétés de la Couronne, comme Air Canada ou le CN, d'éviter à l'avenir, de se lancer dans de nouvelles entreprises sans l'autorisation du gouvernement?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, assurément, je ne peux rien interdire à Air Canada ni à aucune autre société de la Couronne de ce que la loi leur permet de faire.

* * *

LES FINANCES

LES MOTIFS DU REPORT DU BILL C-7 RELATIF À LA FONDATION DE BANQUES

M. Sinclair Stevens (York-Simcoe): Monsieur l'Orateur, j'ai une question supplémentaire à poser au ministre des Finances. Vu ce projet de constitution de banque et la décision du gouvernement de la Colombie-Britannique de créer sa propre institution financière qui sera appelée la B.C. Savings and Trust Corporation, le ministre peut-il dire pourquoi le bill C-7, mesure devant faciliter la constitution des banques et permettre aux gouvernements provinciaux de détenir des actions du capital des banques, a été oublié pendant si longtemps durant la présente législature après avoir été également oublié pendant la précédente? La première lecture du bill a eu lieu il y a huit mois sans qu'on y ait donné suite.

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, je suppose que cette question concerne essentiellement le calendrier des travaux. Je consulterai le leader à la Chambre à ce sujet.

Questions orales

LES IMMEUBLES PUBLICS

LA DEMANDE D'EXTINCTION DES LUMIÈRES POUR LA CONSERVATION DE L'ÉLECTRICITÉ—LES MESURES ENVISAGÉES

M. J. R. Ellis (Hastings): Monsieur l'Orateur, j'aurais une question à poser au ministre des Travaux publics. Elle fait suite à une autre question sur la conservation de l'énergie. Dernièrement, des annonces ont paru dans les journaux par lesquelles nous apprenions que le ministère des Travaux publics éteignait les lumières dans de nombreux édifices au Canada. Nous savons que ce n'est pas vrai, à commencer par Ottawa. Le ministre a-t-il pris les moyens nécessaires pour que l'éclairage de tous les édifices publics du Canada soit interrompu après les heures de travail afin que le gouvernement fédéral conserve effectivement l'énergie?

L'hon. C. Drury (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, je pense avoir déjà expliqué il y a bien longtemps que pour des raisons d'économie d'investissements, un grand nombre des immeubles que nous occupons disposent de commandes centralisées au lieu de commandes individuelles. Il s'ensuit que toutes les lumières doivent être ou bien allumées ou bien éteintes à la fois. Nous avons entrepris l'installation de commutateurs individuels.

M. Ellis: Quand le ministre fera-t-il une déclaration à la Chambre sur les progrès accomplis en ce sens?

M. Drury: Monsieur l'Orateur, je suis prêt à la faire n'importe quand. Peut-être serait-il plus opportun que je la fasse au comité des prévisions budgétaires.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES CACHOTTERIES DE L'ACDI AU SUJET DU PRÊT À CUBA—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Comme M. Gérin-Lajoie a exprimé le désir de cacher et de ne pas rendre publics dans le communiqué tous les détails financiers du prêt consenti par l'ACDI à Cuba, le ministre estime-t-il que cette attitude est conforme à ses convictions avouées en un gouvernement ouvert? Combien de fois l'ACDI a-t-elle délibérément refusé de publier des informations qui risquaient d'être gênantes?

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je suis gré au député de soulever la question de l'aide financière à Cuba, car bien des fausses informations ont circulé, par accident ou autrement. En fait, en février, j'ai annoncé officiellement l'importance de notre aide financière à Cuba. Dans un communiqué à la presse, j'indiquais le montant du prêt et celui de la subvention. C'est la seule aide accordée à Cuba qui ait été approuvée ou qui prendra effet. Toute autre allégation relative à des documents réels ou fictifs est hypothétique et ne se rapporte aucunement à des décisions qui auraient été prises ou à une aide qui aurait été accordée.

Des voix: Bravo!